

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

2 F.

N° 48

15 fév. - 15 mars 1981

ALGERIE

Restructuration des entreprises

Ce sont les travailleurs qui en font les frais!

PCF

*Un bon serviteur
de l'ordre
bourgeois !*

POLOGNE

Solidarité :

un frein à la radicalisation

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
Kiosque St Michel, Bld St Michel, en bas.
"La Brèche" : rue de Tunis, métro Nation.
Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
L'Harmattan, " en face
Beaux Arts Monde : 10 rue Gay-Lussac, 6ème.
Scoop Imazighen : 11 rue Lesdiguières, métro Bastille
La Goutte d'Or : 35 rue Stephenson, 18ème.
"Le temps des cerises" : 16 rue G. Simon, 54000 NANCY
Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX
Lib. Quotidienne, 5 rue du Felibre Gaut, 13 100 AIX EN PROVENCE
Librairie 7 : 28 rue Jean Jaurès, 44 NANTES
Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.
Université de Saint Denis.
Librairie de la Cité Universitaire.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
29 rue Descartes
75005 PARIS
(Ne spécifier que TIL)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste,
- pour l'étranger : écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES
NI LES MANDATS.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

- p 3, 4, 5 : POLOGNE : "Solidarité" : un frein à la radicalisation
des travailleurs polonais !
p 6,7 : SALVADOR : Ici comme ailleurs, le prolétariat doit lutter
de façon autonome !

THEORIE

- p 8, 9 : Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au
bout !

FRANCE

- p 10, 11 : Vitry et le PCF : le PCF, un bon serviteur de l'ordre
bourgeois !
p 12 : échos : Puteaux : à bas le rackett immobilier !
Algérie : grèves à Air Algérie.

ALGERIE

- p 13, 14 : Restructuration des entreprises : ce sont les travail-
leurs qui en font les frais !

QUI SOMMES-NOUS ?

INTERNATIONAL

POLOGNE

"Solidarité"

un frein à la radicalisation

La puissante vague de grèves de l'été polonais n'est toujours pas endiguée, loin de là ! En France, les journaux titrent : "Epreuve de force entre le pouvoir et "Solidarité"". En fait, il semble plutôt que l'affrontement se fasse aujourd'hui entre la base des huit millions de membres du nouveau syndicat, et l'appareil bureaucratique qui est en train de se consolider à sa tête.

En effet, Walesa et ses collègues ne cessent de multiplier leurs actes d'allégeance au régime capitaliste polonais ("Nous voulons organiser un mouvement syndical en collaboration avec les autorités locales et l'Eglise. Nous voulons être cogestionnaires du pays." Le Monde). Ces derniers mois, la direction syndicale s'est même affirmée comme un frein important au mouvement ouvrier.

Le voyage de Walesa au Vatican, ses contacts répétés avec les chefs de file des syndicats français et italiens, et surtout les manoeuvres de Walesa et consort en Pologne pour en appeler à la "responsabilité", à "l'intérêt de l'économie nationale", et pour effrayer les travailleurs par l'éventualité brandie d'une intervention de l'impérialisme russe, tout cela montre à qui veut le voir dans quel camp travaille aujourd'hui la bureaucratie syndicale.

De même, on ne peut comprendre ses appels à la "grève générale" aux moments des plus fortes poussées de révolte, que comme un moyen pour Walesa de pouvoir contrôler un mouvement collectif inévitable, et d'enrayer par là les grèves sauvages sporadiques.

Le mouvement, après avoir marqué le pas quelques semaines, n'est pourtant pas retombé, et il semble que les instances dirigeantes du syndicat n'aient pas réussi à s'en rendre maître. On peut même dire que le combat des ouvriers polonais pour les "samedis libres", sur lequel ils ont pu faire en partie reculer le gouvernement, est un exemple de la pression qu'ils exercent sur les dirigeants syndicaux, obligés de suivre.

De même, l'extension des grèves incontrôlées, dans tout le pays (les villes ne sont pas rares où les ouvriers et la population ont pu chasser et faire démissionner les autorités en place du parti), ainsi que l'élargissement du mécontentement aux paysans montrent que les discours modérateurs de Walesa et ses appels à la collaboration de classe n'ont pas encore trouvé d'écho dans la classe laborieuse.

- Pour les travailleurs, pas d'autre alternative : briser l'isolement...
ou la répression !

La base ouvrière qui s'était battue en été pour un syndicat libre, pour la possibilité de décider collectivement des mouvements de grève et démocratiquement, de combattre la répression, et de lutter pour de meilleures conditions de vie, doit commencer à tirer d'amères leçons de l'évolution de "Solidarité", dont la direction a bien du mal à ne pas abandonner le langage radical des débuts pour ne pas se discréditer face aux ouvriers, sans pour autant lâcher son discours "responsable" devant les bourgeois, à qui elle doit faire la preuve de ses capacités à encadrer et à désamorcer la poussée de contestation.

Pour preuve, le fait que les MKZ (assemblées générales) n'ont toujours pas complètement disparus dans les grandes concentrations industrielles, et que les travailleurs n'ont pas cessé de se battre pour de nouvelles revendications (pour la libération des syndicalistes arrêtés, contre la répression, pour les samedis libres, contre les exportations de viande dans les docks, etc...).

La classe ouvrière polonaise, qui aujourd'hui n'est collectivement pas assez puissante - en l'absence d'un parti de classe solidement implanté et aux objectifs clairs -, pour s'affronter directement à l'Etat bourgeois, n'a pourtant pas le choix : les travailleurs savent qu'en cas d'échec de leur mouvement, la répression sera importante, et, vu le marasme économique dans lequel nage le pays (malgré le soutien financier des bourgeoisies de l'Est comme de l'Ouest aux capitalistes polonais), qu'une misère encore plus noire que celle d'hier les guette.

Dans un tel contexte politique, leurs acquis ne pourraient être que rapidement rognés, et leurs conditions de vie pourraient se retrouver pire encore que celles qui les avaient fait descendre dans la rue.

D'un autre côté, ni les pays impérialistes occidentaux, ni surtout l'impérialisme russe, pour qui le mouvement de grèves polonais est une épine dans le pied, ne peuvent laisser une telle situation "pourrir", sans intervenir, - surtout que chaque semaine de luttes invaincues qui passe est une semaine de plus où la conscience des ouvriers polonais se forge et s'enhardit.

Aussi, contrairement aux allégations de Walesa et compagnie ("Nous sommes avant tout Polonais, et c'est avant tout l'intérêt de la Pologne, au-dessus du syndicat, et de toutes nos revendications...", Walesa), qui voient bien que le principal danger actuellement pour le capitalisme d'Etat polonais réside dans l'extension du mouvement ouvrier aux pays voisins du "bloc de l'Est",... et aux classes ouvrières occidentales, les travailleurs doivent tout faire pour briser leur isolement.

.../...

SALVADOR

Seuls les ouvriers des pays voisins ont autant intérêt qu'eux à renverser les dictatures bourgeoises qui les oppriment, seul cette classe, par-dessus les frontières, est fondamentalement solidaire de leur combat!

En outre, face à la violence d'Etat du capitalisme polonais, à l'armée qui demain les réprimera, les ouvriers polonais doivent organiser leur propre violence, tirer les leçons de leur lutte et de leurs échecs, et construire un parti centralisé et solide, internationaliste, susceptible de faire pièce un jour à la bourgeoisie !

Ceci dit, même si l'échec arrive, les travailleurs de Pologne et de l'Est auront vécu ces quelques mois une expérience décisive pour le mouvement ouvrier !

=====

SALVADOR

Le prolétariat doit affirmer ses intérêts de classe

Depuis des mois de durs combats opposent les mouvements de guérillas regroupés dans un Front de Libération Nationale - le FFMLN - aux mercenaires de la junte militaire qui règne sur le Salvador. Depuis 1932 et l'écrasement sanglant d'une révolte paysanne qui fit plusieurs dizaines de milliers de morts, le Salvador n'a jamais cessé de subir des dictatures militaires aux ordres de l'impérialisme américain.

Sans ce soutien de l'impérialisme, le régime dictatorial n'aurait sans doute pas pu survivre tant est mince sa base sociale. Ce régime exprime avant tout les intérêts de l'oligarchie des "14 familles" qui possèdent la plus grande partie des richesses du pays et leurs commanditaires nord-américains qui ont eux aussi d'importants intérêts économiques au Salvador.

Un mouvement dirigé par des fractions bourgeoises.

Le mouvement actuel a donc un caractère de véritable lutte de libération nationale qui correspond à la situation néo-coloniale du pays.

Cette situation explique que d'importantes couches de la bourgeoisie, lésées par la dictature, participent au Front National aux côtés d'organisations qui se réclament du "socialisme". Dans le Front Démocratique Révolutionnaire qui correspond, sur le plan politique et civil, au FFMLN sur le plan militaire, on trouve par exemple la Fédération des petites entreprises et la présidence de ce Front a été donnée à Enrique Alvarez, ancien ministre de l'agriculture de la junte précédente et lui-même gros propriétaire terrien.

Une partie de la petite bourgeoisie et même de la bourgeoisie du Salvador a donc réussi à canaliser à son profit la révolte des classes exploitées contre la dictature. Cela se traduit par le fait que le programme de ce Front est un programme nationaliste bourgeois qui ne vise qu'au renversement de l'oligarchie et mettre fin à la domination des USA.

Ce programme proclame d'ailleurs ouvertement qu'il fera une large place à la petite et à la moyenne bourgeoisie et il fait appel aux officiers patriotes et démocrates. Cet appel n'a pas été lancé en vain : le colonel Majano porte parole des "jeunes militaires" (officiers libéraux) a rompu avec la junte et est entré en pourparlés avec le Front.

Si le FFMLN triomphe, il établira donc un régime comparable à celui qui s'est établi au Nicaragua avec la victoire des Sandinistes, un régime qui apportera sans doute un certain nombre de réformes mais qui perpétuera le système capitaliste.

Au Salvador comme ailleurs, le prolétariat doit affirmer ses intérêts de classe!

Le Salvador n'est pas le seul pays où, au cours de la période récente, un mouvement de révolte s'est développé contre une dictature haïe et soutenue par l'impérialisme.

Sous des formes diverses, de tels soulèvements se sont produits au Nicaragua, en Iran et aussi, quoique moins puissants, en Corée, en Tunisie. Ces mouvements sont le résultat de la réunion de plusieurs facteurs qui rendent la situation explosive dans ces pays :

- L'oppression nationale
- Des dictatures sanguinaires
- L'accroissement de la misère lié à la crise qui frappe particulièrement durement les Etats dits du "Tiers Monde".

Dans tous ces pays, les mouvements de révolte ont réuni différentes classes de la société, de la bourgeoisie au prolétariat et dans tous, ce sont des fractions de la bourgeoisie qui, sous des formes et des idéologies diverses - nationalisme, intégrisme religieux, etc. - ont réussi à accaparer la direction complète du mouvement.

Cette capacité de la bourgeoisie à récupérer ces révoltes à son profit montre les limites de ces mouvements. Nulle part, le prolétariat n'a réussi à s'organiser de façon indépendante, à mettre clairement en avant ses intérêts spécifiques et encore moins tenté de prendre la tête de ces mouvements et de leur donner une dimension internationaliste.

Aider les travailleurs à prendre conscience de leurs intérêts de classe qui les opposent à toutes les fractions bourgeoises - si radical soit le visage qu'elles se donnent - et favoriser leur organisation autonome est la tâche des révolutionnaires dans ces pays ; mais il est probable que le prolétariat de ces régions devra encore passer par d'autres expériences avant que se forme une véritable avant-garde révolutionnaire dégagée de toute subordination idéologique à la petite bourgeoisie nationaliste radicale. On peut penser également que cela ne sera possible que dans le cadre d'une remontée générale du mouvement ouvrier offrant des perspectives à l'échelle internationale.

Néanmoins, quelles que puissent être aujourd'hui les limites de leurs possibilités, de petites minorités révolutionnaires peuvent dès maintenant jouer un rôle important dans ces pays en préparant l'avenir, à condition de proposer au prolétariat une politique de classe claire.

Dénoncer la nature bourgeoise des organisations qui dirigent la lutte au Salvador n'empêche pas les révolutionnaires d'apporter leur soutien à ceux qui ont pris les armes contre la dictature et l'impérialisme .

Sur place, une organisation révolutionnaire devrait naturellement participer au combat dans la mesure de ses forces, mais il est essentiel de se démarquer de tous ceux qui combattent au nom du nationalisme ou du libéralisme et du démocratisme bourgeois.

THEORIE

Seul le prolétariat est

révolutionnaire jusqu'au bout

Dans les pays où la classe ouvrière est minoritaire y compris par rapport aux autres classes et couches sociales exploitées, telles que la paysannerie ou le sous-prolétariat urbain, comme c'est le cas en Algérie, il arrive souvent que des individus ou des organisations se réclamant du "socialisme" théorisent que d'autres classes que le prolétariat puissent assurer la transformation socialiste de la société.

Il est donc particulièrement important de réaffirmer le principe fondamental du marxisme selon lequel seule la classe ouvrière est une classe "révolutionnaire jusqu'au bout".

Nous réaffirmons ce principe, non par fidélité abstraite à un dogme, mais parce qu'il a été largement confirmé : en effet, si pour le moment nulle part le prolétariat n'a réussi à conserver le pouvoir et transformer la société, dans tous les pays où un mouvement révolutionnaire s'appuyant sur la paysannerie a triomphé (en Chine, en Algérie, Etc.) il a abouti à l'établissement d'un Etat échappant à tout contrôle de la population, y compris de la paysannerie, c'est-à-dire à un Etat bourgeois défendant les intérêts d'une classe d'exploiteurs.

En effet, si la paysannerie pauvre peut fournir des combattants à un mouvement de guérilla, elle est incapable, en tant que classe de prendre et d'exercer le pouvoir pour son propre compte.

L'objectif de la paysannerie quand elle entre en lutte est en général d'obtenir un partage des terres ou des récoltes qui lui soit plus favorable, c'est-à-dire de devenir propriétaire. C'est le but des petits paysans et des paysans sans terre, seuls les ouvriers agricoles salariés peuvent être assimilés aux ouvriers bien qu'ils puissent eux aussi rêver de disposer de leur lopin de terre. Une fois petits propriétaires les paysans sont en concurrence les uns avec les autres. De plus, ils sont disséminés et dispersés sur l'ensemble du territoire : comment pourraient-ils contrôler un pouvoir d'Etat?

Par contre, la classe ouvrière des villes, même si elle est moins importante numériquement et si son niveau de vie peut parfois être plus élevé que certains paysans, est concentrée dans de grands centres industriels et des cités ouvrières. Elle est habituée par le capitalisme à travailler collectivement et l'expérience dans les luttes qui l'opposent quotidiennement aux exploiters, lui apprend qu'elle ne peut changer son sort que collectivement également.

Surtout, elle ne possède rien, contrairement au petit paysan propriétaire de son maigre bien, mais qui rêve de l'agrandir. Pour le paysan, la révolution est terminée quand elle lui a donné la terre : il devient alors individualiste, même s'il a participé à une lutte collective avec les autres paysans. Il s'efforce de faire fructifier son bien.

.../...

Si les affaires marchent, le paysan embauchera même un ou plusieurs ouvriers agricoles et il deviendra un petit patron. En tant que classe, la petite paysannerie est en effet condamnée : le paysan devient capitaliste ou ouvrier agricole.

Par contre, l'ouvrier n'a rien à perdre : il ne peut pas demander un partage de l'usine et partir avec une machine sous le bras... Pour l'ouvrier, la révolution ne peut être terminée que quand il aura mis définitivement fin à la division capitaliste du travail. C'est pourquoi les ouvriers peuvent durablement s'organiser en conseils ou comités d'usine et de quartier pour constituer eux-mêmes le pouvoir d'Etat et contrôler leurs dirigeants, les remplacer s'ils ne défendent plus leurs intérêts.

Quant aux autres couches exploitées des villes, comme les nombreux sous-prolétaires sans travail qui s'entassent dans des bidonvilles ou des taudis insalubres à la périphérie de la plupart des grandes villes du Tiers Monde, ils constituent assurément une force révolutionnaire importante à laquelle les ouvriers doivent s'allier (tout comme aux paysans pauvres d'ailleurs). A la différence des paysans, des commerçants, cette couche ne possède rien en propre, ni champ, ni boutique.

Mais par sa situation précaire, vivant d'expédients et de petits travaux, elle est souvent très instable et particulièrement individualiste : souvent elle se rallie et suit le plus fort. On le voit par exemple en Iran où ces couches se sont courageusement battues contre la dictature du Shah, mais servent aussi de mercenaires pour Khomeini et s'enrôlent chez les "Gardiens de la Révolution" pour trouver une solution à leur sort.

Le prolétariat industriel, quelle que soit son importance numérique, apparaît donc comme la seule classe qui peut véritablement transformer la société et abolir l'exploitation, il dispose d'ailleurs d'une possibilité incomparable : celle de bloquer la production et de paralyser les pays.

C'est pourquoi, même s'ils ne doivent pas mépriser, ni sous-estimer le rôle des autres classes sociales exploitées, s'ils doivent prévoir un programme à leur intention, les révolutionnaires communistes doivent accorder la priorité de leurs efforts à leur implantation au sein de la classe ouvrière, à la construction d'une véritable avant-garde d'ouvriers conscients et politisés capables de donner des perspectives à leurs camarades et à l'ensemble des exploités.

FRANCE

Le PCF

un bon garant de l'ordre bourgeois

Après l'affaire de Vitry, où un commando de membres du PCF était venu saccager au bulldozer un foyer Sonacotra à la suite de l'installation dans les lieux de travailleurs maliens, le PCF semble avoir maintenant pris un rythme de croisière : il ne se passe plus de semaine, actuellement, sans qu'une nouvelle manoeuvre anti-immigrés soit montée par le parti "communiste".

A Dammarie-les-Lys (Seine et Marne), le maire communiste parle de fermer un des deux foyers de travailleurs immigrés, dans la mesure où la commune a perdu 3000 emplois ces derniers temps (!) et qu'un grand nombre d'immigrés ont dû s'inscrire au chômage,...

Deux circulaires émanant des municipalités communistes de Montfermeil et de Nanterre viennent d'être publiées par la presse : elles s'opposent au "regroupement familial des immigrés".

A Ivry, la municipalité PC vient d'instaurer des quotas d'enfants immigrés dans les colonnies de vacances.

Après les Maliens, les Maghrébins, G. Marchais s'en prend aux Asiatiques dont il déplore les regroupements par milliers et les ghettos dans ce qu'il appelle "Hong Kong-sur-Seine" (le 13ème arrondissement).

Enfin, l'offensive du PC contre la drogue amène la section communiste locale de Montigny-les-Cormeilles à dénoncer publiquement et sans preuve une famille marocaine dont un des fils serait d'après lui un petit trafiquant.

Bref, le PCF n'est pas en peine ces derniers temps pour multiplier à nos yeux les preuves de sa politique anti-ouvrière et anti-immigré. Il semble qu'il cherche à donner un caractère spectaculaire aux manifestations de sa politique.

Il ne recule pas même devant la délation et la calomnie (visant une famille ouvrière immigrée) pour servir sa campagne anti-drogue.

L'exploitation des sentiments les plus bas d'importantes couches de son électorat, contre la jeunesse, la drogue, les immigrés-responsables-du-chômage, etc..., lui fait faire une surenchère verbale par rapport à la propagande du gouvernement.

.../...

En effet, en cette période de crise, le PCF veut montrer à la bourgeoisie que c'est un parti "responsable", un bon garant de l'ordre tel que le voient les bourgeois, tout aussi apte que les partis "de droite" à diviser les différentes couches de travailleurs et à les monter les uns contre les autres.

Il veut donner la preuve aux capitalistes qu'en cas de remontée des luttes, il sera un recours possible, une cinquième roue non négligeable, pour encadrer une classe ouvrière en colère.

Aussi, ne nous y trompons pas : ce n'est pas pour défendre les travailleurs français que le P"O" attaque aujourd'hui les travailleurs étrangers, développe sa politique raciste et chauvine du "Produisons Français", joue contre les firmes allemandes des anciens préjugés nationalistes datant de la dernière guerre, dénonce les petits trafiquants (comme par hasard immigrés) dans les banlieues ouvrières (plutôt que ceux qui se mettent des millions dans les poches et habitent Neuilly!), appelle à un renforcement des moyens de la police, s'en prend aux jeunes, etc.

C'est au contraire le camp de la bourgeoisie et de son Etat qu'il défend, avec un zèle tout particulier qui indique sa vraie nature !

ECHOS

A Puteaux, des travailleurs à la rue

La liste des affaires telles que celle des hôtels de Bagnolet (v. TIL n° 47) n'est pas close, et de loin. A Puteaux le 23 décembre dernier, 15 policiers armés de mitraillettes étaient déjà intervenus au 89 rue Voltaire, pour expulser 37 travailleurs immigrés de leurs hôtels jugés "insalubres".

Ces travailleurs habitaient ces hôtels depuis 1966, et croyaient en être les légitimes propriétaires. En fait, il s'est avéré que leurs attestations de vente n'avaient aucune valeur juridique, et qu'ils avaient été victimes de marchands de sommeil crapuleux.

Aujourd'hui, ces travailleurs sont à la rue et, comme à Bagnolet, n'ont d'autre solution que d'aller s'adresser à des foyers-prisons très éloignés (à St Germain en Laye), mais beaucoup d'entre eux ne peuvent pas payer le loyer (1000 F pour des chambres de trois personnes!), ou, étant au chômage ou en invalidité, n'ont pas de bulletins de salaires.

Les flics, pour en finir, menacent de les expulser du territoire.

Voilà le sort que le capitalisme réserve aux travailleurs qu'il a exploités quand il en avait besoin, et qu'il rançonne ou met à la rue selon les aléas de la crise ... et de ses profits !

Algérie

Grève à Air Algérie

A la fin du mois de janvier, les services d'Air Algérie ont été pratiquement paralysés à la suite d'une grève surprise. Les travailleurs et les employés de cette agence ont voulu protester contre la suppression des billets à tarif réduit dont ils bénéficiaient. L'administration a pris cette décision en prétextant que certains employés n'achetaient des billets que pour toucher l'allocation de devises à laquelle ont droit les voyageurs vers l'étranger. Rejetant ce prétexte, les employés se sont mis en grève, comme premier avertissement.

Ce mouvement fait suite à la grève des douaniers au courant du mois de décembre 1980, et confirme la tendance à la multiplication des grèves. Ainsi, pour la première fois, le chantier pétrolier de Hassi R'mel a aussi débrayé. Les grèves et les protestations touchent de plus en plus les entreprises et les sociétés d'Etat, grèves dont il est difficile de mesurer l'ampleur, vu la censure.

Cela manifeste l'opposition de plus en plus aigüe des travailleurs à la bourgeoisie d'Etat et à ses sergents recruteurs : ces grèves, comme à l'habitude dans le secteur étatique, s'accompagnent d'une remise en cause des structures syndicales officielles.

ALGERIE

Restructuration des entreprises :

*ce sont les travailleurs qui en
font les frais !*

La restructuration des entreprises, telle qu'elle a été conçue en Algérie, s'insère dans le "cours nouveau" que la bourgeoisie tente de donner à sa politique économique, sur la base des bilans qui ont été faits depuis la mort de Boumédiène. Les bilans opérés ont pêle mêle "révélé" l'importance de la dette extérieure, la faible production des usines, la mauvaise gestion, une inflation chronique, une grande dépendance vis-à-vis de l'étranger, etc...

Si le mot d'ordre de "continuité" n'a pas cessé d'être brandi, - légitimité historique oblige - par les successeurs de Boumédiène, ils n'en ont pas moins décidé un certain nombre de changements qui peuvent être résumés par cette déclaration de Chadli : "Nous avons beaucoup investi, il faut maintenant produire plus et gérer mieux pour prendre en compte davantage les conditions de vie des citoyens" (El Moudjahid 31/10/1979).

Dans ce qui suit, nous ne parlerons que de la restructuration des entreprises et de ses conséquences éventuelles pour les travailleurs; nous nous proposons de revenir ultérieurement sur les autres aspects de la "nouvelle" politique du régime.

- A quels problèmes la bourgeoisie veut-elle s'attaquer ?

L'extrait d'un des discours de Chadli que nous avons reproduit dans notre introduction montre bien ce qui préoccupe la bourgeoisie. Elle constate le manque de rentabilité des investissements qu'elle a effectués et les critiques qui apparaissent dans la presse, et les textes officiels les attribuent en général au gigantisme des entreprises, à l'ampleur du phénomène bureaucratique et au niveau jugé trop faible de la productivité du travail et des rendements.

- La SONATRACH qui emploie 90 000 personnes, la DNC 40 000 (son chiffre d'affaire représente 50 % de celui de son ministère de tutelle), la SONATIBA, la SNS, la SNAC, etc., sont des entreprises effectivement gigantesques. D'une manière générale, les sociétés nationales, et pas uniquement dans le domaine industriel (voir les banques, les assurances, etc.) ont des dimensions importantes et monopolisent des pans entiers de l'activité économique (la SONATRACH les hydrocarbures, La SNS la sidérurgie, etc.). Ces entreprises tentaculaires et hypertrophiées exigent pour leur gestion complexe et leur contrôle une capacité de maîtrise technique plus grande que celle dont disposent aujourd'hui nos bourgeois. .../...

- L'ampleur du phénomène bureaucratique en Algérie est lié à la taille des entreprises. Même si fondamentalement la pratique bureaucratique et la bureaucratie sont inhérentes au fonctionnement de l'Etat et de la division du travail capitalistes, même si elles correspondent à un besoin et sont le résultat d'une volonté politique, elles ont atteint un point tel, qu'elles constituent une gêne pour les bourgeois. L'organisation bureaucratique et, par là, les effectifs nombreux, alourdissent les coûts de production et provoquent des gaspillages qui ne sont pas compatibles avec une "saine" gestion capitaliste.

- Depuis 1970, la majorité des unités industrielles mises en place n'ont tourné qu'à 70 % de leur capacité dans le meilleur des cas (El Hadjar 40 %, SNS Réghaïa 70 %, SMMétal Bedjaï 30 %, etc.), à cause du manque de cadres, de la non maîtrise des techniques utilisées provoquant des arrêts fréquents de la production, et l'appel à des spécialistes étrangers.

A ces faits alarmants par eux-mêmes pour nos bourgeois, mais qu'ils ne peuvent imputer qu'à leur propre incompétence, s'ajoute toutes les formes de résistance passive des travailleurs à l'exploitation : fort taux d'absentéisme, coulage des cadences, grève du zèle, etc. En fin de compte, ce qui inquiète le plus le régime, c'est le faible empressement des travailleurs à suivre ses invocations à

- Comment la bourgeoisie veut résoudre ses difficultés.

On peut d'ores et déjà observer/que l'appréciation critique que fait la bourgeoisie de sa politique passée (cf. 1ère partie) ne peut en aucun cas être confondue avec une remise en cause fondamentale ; il s'agit tout au plus de "dérèglements économiques", d'"effets pervers", de problèmes strictement "techniques", et qu'elle compte résoudre comme tels par une "restructuration des entreprises", qui est axée sur trois principaux points :

- le démembrement des entreprises les plus importantes, comme la SONATRACH, la SNS, etc., qui seront divisées en plusieurs sociétés indépendantes juridiquement. Parallèlement au morcellement des entreprises, le régime envisage le transfert des sièges administratifs des différentes sociétés nationales concentrées à Alger près des lieux de production. Nos bourgeois se sont mis à l'école des spécialistes de l'organisation et de la rationalisation de la gestion capitaliste moderne (!), que cite d'ailleurs El Moudjahid (12/01/81) : "Le siège doit être au service de la production".

- limiter les conséquences et les manifestations des pratiques bureaucratiques semble être le second objectif de la bourgeoisie d'Etat algérienne. Dans ce domaine, en dehors des habituelles déclarations démagogiques et des appels aux "instances responsables", à tous les responsables qui doivent rechercher et mettre en oeuvre les solutions adéquates

.../...

pour ramener les structures administratives à leur rôle...", le régime veut mobiliser l'appareil judiciaire et brandit la menace de punitions pour dissuader les petits amateurs de corruption et de malversations.

- le troisième objectif de la bourgeoisie est d'augmenter la production et la productivité du travail. Pour ce faire, elle ne se limite plus aux traditionnelles exhortations concernant l'édification du socialisme ; les augmentations des cadences sont à l'ordre du jour, Dans le même ordre d'idées, le régime développe des systèmes de rémunération liés au rendement. Les décrets d'application du "statut du travailleur" ont été publiés. Cette nouvelle législation du travail prévoit qu'au salaire de poste s'ajoutera une prime ou une pénalité de rendement collectif.

- Une nouvelle attaque contre les travailleurs.

Nous nous sommes volontairement limités ici à un exposé expurgé de tous les propos habituellement démagogiques et mielleux qui accompagnent les explications du pouvoir sur sa politique. Ainsi, on voit clairement ce qu'est la "restructuration" des entreprises. Les difficultés qu'a le régime à maîtriser son propre appareil productif, s'expliquent par les choix qu'il a fait dans le passé, et par son incapacité structurelle à les assumer. Notre bourgeoisie, en tant que classe possédante, d'un pays arriéré est elle aussi en quelque sorte "arriérée" ; elle ne dispose pas des mêmes moyens humains et matériels que ses maîtresses et rivales impérialistes ; toutefois, elle est obligé, puisqu'elle postule à une place sur le marché international, d'importer des techniques qu'elle ne maîtrise pas ; toujours pour être compétitive, elle a mis en place des entreprises d'une taille qui dépasse ses capacités de gestion. Une partie des contradictions que notre bourgeoisie tente aujourd'hui de résoudre, sont inhérentes au fonctionnement du système capitaliste dans les pays sous-développés, et il y a fort peu de chance pour qu'elle puisse en venir à bout : elle est prise dans un engrenage dont elle peut difficilement sortir, tout au moins dans ce domaine. Car si la bourgeoisie algérienne ne peut pas suppléer à sa propre incompétence technique, elle a bien l'intention de compenser son manque à gagner en surexploitant les travailleurs.

Nous ne savons pas encore comment le régime compte morceller ses entreprises, mais il est sûr que, dans l'affaire, les travailleurs vont être transférés d'un lieu de travail à un autre, sans que leur avis leur ait été demandé, et sans que les logements et autres structures d'accueil aient été prévues en conséquence, (écoles, etc.). Ne parlons pas de la lutte anti-bureaucratique. La bourgeoisie est incapable de la mener. Le système bureaucratique est socialement nécessaire à son maintien au pouvoir. Il restera à la bourgeoisie algérienne l'augmentation de la production et de la productivité, par une surexploitation des travailleurs. On peut d'ores et déjà dire que finalement le principal objectif de cette restructuration est de pressurer davantage les travailleurs.

Il reste à la classe ouvrière de ne pas se laisser faire, de ne pas être dupe du verbiage lénifiant du régime, et de choisir la seule voie possible ; comme nos camarades polonais, il nous faut lutter et ne pas laisser la bourgeoisie dégrader, avec ses "restructurations", nos conditions d'existence, précaires déjà.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leurs pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres, et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le Capital -, ni avec cette fausse démocratie bourgeoise - forme hypocrite de la domination des capitalistes - avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'Organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

" Que les classes dominantes tremblent devant une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner."

(Le Manifeste Communiste)